DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N

CARACTERE DE LA ZONE N

Zone naturelle et forestière à protéger en raison :

- soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique ou écologique.
- soit de l'existence d'une exploitation forestière.
- soit de leur caractère d'espaces naturels.

Cette zone comprend les secteurs :

- Na correspondant à la zone des puits de captage.
- NI réservé aux équipements sportifs et de loisirs.
- Nli réservé aux aires de jeux, de sports et de loisirs et à leurs équipements et installations compatibles avec le caractère inondable des lieux.

Elle est concernée par les risques d'inondation de la Saône, la Thalie, la Corne et l'Orbize (voir documents sur les servitudes d'utilité publique).

Elle comporte également des secteurs affectés par le bruit d'infrastructures de transports terrestres (voir arrêté préfectoral n° 99/2660 du 5 Août 1999 et plans, joints comme annexe au dossier PLU).

Rappels

- L'édification des clôtures est soumise à déclaration (article L 441-2 du Code de l'Urbanisme) sauf celles habituellement nécessaires à l'activité agricole ou forestière.
- Les installations et travaux divers sont soumis à l'autorisation prévue à l'article L 442-1 du Code de l'Urbanisme.
- Les défrichements sont soumis à autorisation dans les espaces boisés non classés, en application de l'article L 311-1 et suivants du Code Forestier et interdits dans les espaces boisés classés figurant au plan, en application de l'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme.
- Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés figurant au plan, en application de l'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme.
- Les démolitions sont soumises à permis de démolir dans la zone de protection du château de Taisey, classé à l'inventaire des Monuments Historiques du 27 Mars 1975 (article L 430-1 du Code de l'Urbanisme).
- Tout stationnement pendant plus de trois mois par an, consécutifs ou non, d'une caravane est soumis à l'autorisation prévue à l'article R 443-4 du Code de l'Urbanisme, sauf si le stationnement à lieu :
 - sur un terrain aménagé pour l'accueil des caravanes,
 - dans les bâtiments, les remises et sur les terrains où est implantée la résidence de l'utilisateur

- L'aménagement de terrains destinés à recevoir plus de vingt campeurs, ou plus de six tentes ou caravanes à la fois, est soumis à l'autorisation prévue à l'article R 433-7 du Code de l'Urbanisme.
- L'aménagement de terrains destinés à recevoir au plus vingt campeurs, ou six tentes ou caravanes, est soumis à la déclaration prévue à l'article R 443-6-4 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE N 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites :

- les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article N 2.

ARTICLE N 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Sont admis dans l'ensemble de la zone à l'exception du secteur Na :

- l'aménagement et l'extension mesurée des bâtiments existants, sans changement de destination ainsi que la création de leurs annexes fonctionnelles sous réserve qu'ils n'induisent pas de nuisances ou de dangers incompatibles avec le voisinage ou l'environnement,
- en cas de destruction par sinistre, la reconstruction sur le même terrain d'un bâtiment de même destination, dans la limite de la surface de plancher hors œuvre nette initialement bâtie, sous réserve que cette reconstruction n'induisse pas de nuisances ou de dangers incompatibles avec le voisinage ou l'environnement,
- la réalisation des équipements d'infrastructures nécessaires au service public ou d'intérêt collectif (réservoirs, stations hertziennes, pylônes, poste de transformation, ...),
- les affouillements et exhaussements du sol liés à la réalisation des infrastructures et équipements d'infrastructures nécessaires au service public et autorisés au Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation.

Sont admis de plus dans le secteur NI :

- les équipements de loisirs et sportifs et les bâtiments nécessaires ou liés à leur fonctionnement.

Sont admis de plus dans le secteur Nli :

- les aires de jeux, de sports, de loisirs, les équipements, installations ou constructions strictement indispensables à leur gestion et les équipements collectifs liés à l'environnement, sous réserve des dispositions du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation.

Sont seuls admis dans le secteur Na :

- les constructions, installations et aménagements liés au captage et au traitement de l'eau,
- les équipements d'infrastructures.

ARTICLE N 3 : DESSERTES DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES – ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

1. Accès

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante, instituée par acte authentique ou par voie judiciaire, en application de l'article 682 du Code Civil.

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Tout accès direct sur la RN 80 est interdit.

2. Voirie

Les voies publiques et privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques et privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les voies publiques et privées se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

ARTICLE N 4 : DESSERTES DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS ET EVENTUELLEMENT PRECONISATION POUR L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

1. Eau Potable

Toute construction ou installation à usage d'habitation ou d'activité doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

En cas d'impossibilité technique ou à défaut de réseau public, la desserte par source, puits ou forage privé ne pourra être admise que dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

2. Assainissement

2-1 – Eaux usées

Toute construction ou installation à usage d'habitation ou d'activité doit être raccordée au réseau public d'assainissement.

En cas d'impossibilité technique ou à défaut de réseau public, un dispositif d'assainissement autonome est admis sous réserve du respect de la réglementation en vigueur. Dans le deuxième cas, il doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau quand celui-ci sera réalisé.

L'évacuation des eaux usées des activités de toute nature dans le réseau public d'assainissement est subordonnée à une autorisation de la collectivité propriétaire du réseau en application de l'article L 1331-10 du Code de la Santé Publique.

2-2 – Eaux pluviales

Toute construction ou installation à usage d'habitation ou d'activité doit être raccordée au réseau public d'eaux pluviales s'il existe.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive des bénéficiaires d'autorisation d'occuper ou d'utiliser le sol. Ceux-ci doivent réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

ARTICLE N 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementé.

ARTICLE N 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Non réglementée.

ARTICLE N 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à trois mètres.

ARTICLE N 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementée.

ARTICLE N 9 : EMPRISE AU SOL

Non réglementée.

ARTICLE N 10 : HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol existant jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclues.

1. Dans l'ensemble de la zone : La hauteur des constructions est limitée à 9 m.
2. Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les équipements d'infrastructures (réservoirs, tours hertziennes, pylônes, etc ...).

ARTICLE N 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS, AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS ET PRESCRIPTIONS DE PROTECTION

Par leur aspect extérieur, les constructions ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains :

- les talus artificiels sont interdits,
- tout pastiche d'une architecture archaïque ou étrangère à la région est interdit.

1. Extension et aménagement de bâtiments existants

Des dispositions différentes des règles des paragraphes suivants pourront être autorisées pour des extensions ou aménagements de bâtiments existants eux-mêmes non conformes à ces règles.

2. Toitures

- Sont interdits les lucarnes rampantes et les chiens assis.
- Sont interdites les toitures à un seul pan couvrant la totalité du bâtiment.

3. Façades

Sont interdits les enduits blancs, gris ciment ou de couleurs vives. Leur couleur devra être semblable à celle des enduits traditionnels de la région (tons clairs : beige, sable de Saône, gamme des ocres).

4. Matériaux

Est interdit l'emploi extérieur à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérés de ciment, ainsi que les imitations de matériaux telles que fausses briques, fausses pierres et faux pans de bois.

Est interdite toute construction de caractère provisoire réalisée avec des matériaux de rebut.

Est interdit l'emploi de la tôle ondulée brute et du fibro ciment teinte naturelle. Pour les bâtiments d'activités seront préférés les bardages couleurs ou bardages bois permettant une meilleure intégration au paysage.

5. Clôture

Sont interdites les clôtures constituées de plaques de béton préfabriquées ou de tout autre matériau similaire.

ARTICLE N 12 : REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies publiques. Il devra correspondre aux besoins des occupations ou utilisations du sol.

Le stationnement des deux roues, nécessitera pour les équipements publics, l'aménagement d'une aire de stationnement comprenant une place pour 20 à 30 personnes accueillies.

ARTICLE N 13 : REALISATION D'ESPACES LIBRES D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS

Si les bâtiments ou installations sont de nature, par leur volume, leur couleur ou leur localisation, à compromettre le caractère naturel des lieux avoisinants, la plantation d'écrans végétaux pourra alors être prescrite.

Les aires de stationnement seront plantées.

Les plantations existantes, présentant un intérêt par la qualité environnementale des lieux, seront maintenues ou remplacées par des plantations au moins équivalentes.

Les espaces boisés classés figurant au plan sont soumis aux dispositions de l'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme (cf. annexe 3 du règlement).

ARTICLE N 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.